

Relations internationales

Grande Région: Le bonheur est dans le «tous prêts» 1
Le Jeudi du 29.03.2012 // FABRICE BARBIAN

France

La Grande Région à l'épreuve d'Illange 3
LE QUOTIDIEN du 27.03.2012 // Delphine Dard

Grande Région: Le bonheur est dans le «tous prêts»

Patrick Weiten, le président du Conseil général de la Moselle à Luxembourg

Le ministre de l'Economie excusé, la table ronde polémique organisée par la Gréng Stëftung autour de la Grande Région, n'a pas eu lieu. Ballot. À défaut de débattre sur ce qui divise, Luxembourgeois et Mosellans ont parlé avenir commun...

FABRICE BARBIAN

Intéressante la table ronde intitulée «Le bonheur est dans le tout près» organisée par la Gréng Stëftung avec le soutien de la Green European Foundation, le 26 mars au Cercle Cité.

Intéressante car le ministre de l'Economie, Etienne Schneider, devait notamment s'expliquer sur son intention de vouloir attirer au Luxembourg des entreprises de la Grande Région suite à des déclarations qu'il aurait tenues en ce sens.

La démarche soulève effectivement bon nombre de questions pour les Lorrains, représentés pour l'occasion par le président du conseil général de la Moselle, Patrick Weiten.

Mais le bonheur fut de courte durée puisque Etienne Schneider n'a pas pu se libérer, remplacé par Elisabeth Mannes-Kieffer (premier conseiller de gouvernement, directrice générale de la direction de la politique régionale au ministère).

Trop loin, dès lors, pour des pré-

visions même si sa représentante a indiqué que ça «n'était pas du tout l'intention du ministre que de focaliser son action sur les entreprises de la Grande Région».

À défaut de débat, la discussion a donc été réorientée afin d'évoquer cette fameuse Grande Région. Pour apprendre quoi?

Tout d'abord qu'elle n'existe pas. Ou plutôt, qu'elle n'est une réalité qu'aux yeux de ceux qui la vivent au quotidien, autrement dit pour ceux qui sont amenés à s'y déplacer pour travailler ou consommer.

Depuis Paris, on le sait, le Luxembourg c'est avant tout un... jardin. Cela dit, Luc Henzig, partner chez PriceWaterhouseCoopers (PwC) qui a participé à la table ronde, l'a également souligné, le Grand-Duché a également sa part de responsabilité: «Le Luxembourg a tendance à attendre que la France bouge. Nous ne sommes pas suffisamment proactifs».

Cela dit, même si ce n'est pas franchement évident, les relations entre les deux capitales évoluent comme l'illustre notamment la

création, en 2010, de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise qui a pour mission de renforcer la coopération transfrontalière.

Cela passe notamment par la nécessité de se pencher sur des dossiers liés à la logistique, à la culture, à la mobilité, à la formation ou bien à la santé, pour ne citer que quelques domaines, avec pour ambition de lever des barrières et des freins et de favoriser l'émergence de projets communs, jugés opportuns par la Lorraine et le Luxembourg.

Bref, éviter que des projets ne s'enlisent à l'image, par exemple, de l'hôpital transfrontalier, serait déjà une bonne chose.

Surtout que comme l'a souligné Patrick Weiten, les collectivités françaises n'ont rien à envier au Luxembourg en matière de procédures et autres lourdeurs administratives.

Idem pour les réticences affichées par certains habitants lorsque sont évoqués des projets d'aménagement sur des friches industrielles. «Les fameux projets PUMA pour Projet utile mais ailleurs», a indiqué le président du conseil général.

Avec les Chinois

Permettre à la Lorraine et au Luxembourg d'avancer ensemble s'avère d'autant plus souhaitable que les deux partenaires ont besoin l'un de l'autre pour se développer.

«Nous ne sommes pas plus malins que les autres», a rappelé Luc Henzig. Et cela même si le rapprochement n'est pas non plus sans inconvénients.

«Dans le domaine du BTP, de la santé ou de la restauration, il est clair que la proximité du Luxembourg fait que nous avons du mal à trouver du personnel», concède Patrick Weiten «mais ces frontaliers assurent aussi le dynamisme de bon nombre de communes mosellanes».

Au registre des projets transfrontaliers d'avenir, Patrick Weiten a évoqué le projet du département en matière d'électromobilité (autolib à l'échelon frontalier associé à du covoiturage) pour lequel il a déjà rencontré Claude Wiseler, le ministre du Développement durable et des Infrastructures, qui s'est déclaré «intéressé». Mais il est un projet plus concret encore – qui figurait d'ailleurs aussi au programme de la soirée –, sur lequel il conviendrait aujourd'hui de faire bloc: le complexe d'affaires sino-européen annoncé à Illange-Bertange, en Moselle.

Pour rappel, l'ambition est de favoriser l'installation de 2.000 entreprises chinoises sur ce site qui fait l'objet de 150 millions d'euros

d'investissement, avec à la clef la création de 3.000 emplois.

Et cela rien que pour la première phase, opérationnelle dès 2014.

Un projet fort car «il est à l'échelon de la Grande Région», dicit Patrick Weiten car sa réussite passe obligatoirement par une collaboration transfrontalière compte tenu des besoins générés en termes de logistique (le département de la Moselle a pris rendez-vous avec Cargolux), l'un des secteurs d'activité sur lequel mise le Luxembourg pour diversifier son économie-, d'infrastructures routières ou fluviales, ou en matière d'emplois.

«Nous ne serons pas en mesure en deux ans de faire face aux besoins, de former des salariés qui devront maîtriser deux ou trois langues», a

notamment indiqué le président Weiten. Pas de quoi engorger l'A 31 dans le sens Luxembourg-Thionville tous les matins.

Mais des jobs susceptibles d'intéresser des frontaliers en quête de proximité.

«Nul ne sait de quoi sera fait demain. Dans 10 ans, le flux des frontaliers se fera peut-être dans l'autre sens. À ce titre, plus nos voisins sont riches, mieux c'est pour le Luxembourg», a précisé Luc Henzig.

Mais si le département de la Moselle s'enrichit, envisagera-t-il d'attirer les entreprises luxembourgeoises, – surtout que bon nombre d'entre elles sont dirigées par des Lorrains –, sur son territoire?!

Vite, un débat...

La Grande Région à l'épreuve d'Illange

Selon plusieurs acteurs, le futur pôle d'Illange va profiter au Luxembourg et à la Grande Région dans son ensemble.

La récente annonce de la création d'une méga-plateforme à Illange devant accueillir 2 000 entreprises chinoises a pu susciter au Grand-Duché la crainte de voir une partie de l'activité économique se délocaliser en Moselle. Mais plusieurs acteurs de la Grande Région réunis hier soir au Luxembourg ont au contraire assuré que ce projet était dédié à la Grande Région et profiterait à l'ensemble de ce territoire.

De notre journaliste
Delphine Dard

Sur invitation de l'association européenne Green European Foundation, plusieurs acteurs de la Grande Région ont réfléchi hier soir au développement futur de ce territoire. La discussion est partie d'une réflexion du ministre de l'Économie, Etienne Schneider, qui disait vouloir se concentrer sur le développement européen et plus particulièrement sur celui de la Grande Région plutôt que de courir le monde pour trouver de nouveaux investissements.

Si le ministre ne pouvait assister hier soir à la table ronde, il a toutefois fait savoir que cette phrase signifiait que de nombreuses opportunités économiques pouvaient être saisies à proximité du Luxembourg.

Et puisqu'il était question de développement de proximité, la plupart des intervenants avaient bien entendu à l'esprit l'annonce récente de la création future d'une méga-plateforme sino-européenne à Illange devant accueillir près de 2 000 entreprises chinoises. Patrick Weiten, le président du conseil général de la Moselle, a ainsi expliqué que les personnes à l'origine du projet cherchaient initialement à s'implanter près de Paris où elles n'ont pas trouvé la surface pouvant leur convenir. Alors que la Moselle faisait depuis quelque temps sa promotion à l'étranger, le projet est arrivé jusqu'à Illange où la surface disponible pouvait convenir. Mais Patrick Weiten a insisté sur le fait que ce sont également les infrastructures de la Grande Région dans leur ensemble qui ont attiré les investisseurs.

Des atouts complémentaires

«Au delà du simple terrain, les investisseurs avaient besoin d'une infrastructure logistique pré-existante entourant le projet. Le port d'Illange, la présence du TGV Est mais aussi la proximité de l'aéroport de Luxembourg ont su les convaincre», a souligné Patrick Weiten, ajoutant qu'au

Luxembourg et spécialement chez Luxair Cargo, on est aussi fortement intéressé par le futur pôle.

Ainsi, si la Grande-Région doit «son unité à la base à un passé sidérurgique commun», a déclaré pour sa part Luc Henzig, Commercial and Public Sectors Market Leader chez PwC Luxembourg, «chaque composante de la Grande Région a aujourd'hui développé ses spécificités économiques.» Chaque morceau de la Grande Région est donc complémentaire à un autre et une rivalité injustifiée ne doit pas nuire au concept même de Grande Région.

Concernant plus spécifiquement le projet d'Illange, il est certain que le Luxembourg n'aurait jamais eu la surface nécessaire pour héberger un tel site. Mais en retour, la Moselle a besoin des infrastructures aériennes du Grand-Duché.

Si les intervenants en ont conclu que les acteurs économiques ont parfaitement conscience du bénéfice économique de la Grande Région, les politiques doivent encore faire des efforts. Car s'il y a conscience de la nécessité de collaborer, une véritable volonté politique pour y parvenir manque toujours.